

# LEXIQUE

## A

**Abus de position dominante.** Domination d'un marché par une entreprise qui utilise cette situation favorable pour imposer des conditions de vente déloyales. Les positions dominantes ne sont pas interdites, seulement les abus.

**Acte unique européen.** Acte unique, signé en 1986 par les membres de la CEE, visant à mettre en place un espace sans frontières intérieures, dans lequel la libre circulation des marchandises, des personnes et des capitaux est assurée.

**Action.** Titre représentatif d'un apport en numéraire ou en nature, représentant une quote-part du capital social d'une société de capitaux, notamment d'une société anonyme, et conférant à son titulaire, l'actionnaire, des droits (perception, sous forme de dividendes, d'une partie des bénéfices réalisés par la société, participation à la gestion de la société) et des obligations (contribution aux pertes).

**Activité économique.** Activité consistant à gérer au mieux des ressources limitées pour atteindre le maximum de satisfaction.

**Actualisation.** Opération consistant à déterminer la valeur présente ou valeur actuelle d'un capital futur ou d'une suite de flux de revenus à venir.

**Administrations publiques.** Acteurs économiques produisant des services non marchands destinés à la collectivité et effectuant des opérations de redistribution ; leurs ressources sont obtenues essentiellement à partir de prélèvements obligatoires (impôts, cotisations sociales).

**Agent économique.** Personne réalisant des opérations économiques en disposant, pour les effectuer, de l'autonomie de décision.

**Agents à déficit.** Agents ayant globalement un besoin de financement, leur épargne étant insuffisante pour financer leurs investissements.

**Agents à excédent.** Agents disposant d'une capacité de financement, leur épargne étant supérieure à leurs dépenses d'investissement.

**Agrégat.** Grandeur statistique caractéristique de l'activité économique.

**Agrégats de financement.** Agrégats regroupant toutes les sources de financement monétaires et non monétaires de l'économie.

**Agrégats de monnaie.** Agrégats regroupant, pour l'ensemble des agents non financiers, les moyens de paiement et, parmi les placements financiers, ceux qui peuvent être rapidement et facilement convertibles en moyens de paiement, sans risque important de perte en capital.

**Anticipation.** Hypothèse plus ou moins optimiste ou pessimiste concernant l'évolution économique à venir, à partir de laquelle un agent fonde ses prévisions et fait éventuellement ses calculs pour prendre une décision.

**Antitrust (Politique).** Branche de la politique économique et du droit économique qui concerne la réglementation des monopoles et des pratiques monopolistiques.

**Arbitrage.** Opération financière consistant à profiter d'écarts de cours.

**Asymétrie d'information.** Situation dans laquelle les participants à un marché ne possèdent pas tous la même information sur les produits, les risques, les préférences des autres agents etc., certains étant mieux informés que d'autres.

**Attractivité.** Capacité d'un territoire à attirer des ressources spécifiques provenant de l'extérieur. Les contours de l'attractivité économique proposés ici englobent deux aspects complémentaires : un aspect « productif » traditionnel et un aspect « résidentiel ». Ils définissent ensemble une géographie de l'attractivité des territoires.

**Austérité.** Politique économique consistant à comprimer la demande en vue de ralentir la hausse des prix.

**Autarcie.** État d'un pays qui vit en économie fermée, qui se suffit à lui-même.

**Autoconsommation.** Consommation finale de biens économiques par l'agent qui les a produits.

**Autofinancement.** Financement d'un investissement d'un agent économique au moyen de son épargne.

**Avantage absolu (Théorie de l').** Principe selon lequel chaque pays a intérêt à se spécialiser dans les productions pour lesquelles il possède un avantage absolu en matière de productivité, et à acquérir à l'étranger les produits pour lesquels il est, sur le plan de la productivité, en situation d'infériorité absolue.

**Avantage comparatif (Théorie de l').** Principe selon lequel chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production pour laquelle il dispose de la plus grande supériorité ou de la moins grande infériorité.

## B

**Balance commerciale.** Balance retraçant les exportations et les importations de marchandises.

**Balance des paiements.** Document comptable retraçant, pour une période donnée, l'ensemble des transactions économiques et financières d'un pays avec l'extérieur. Reflétant la situation économique et financière d'un pays à l'égard du reste du monde, la balance des paiements peut traduire un déficit ou un excédent de ce pays sur le plan des échanges extérieurs.

**Banque.** Institution financière assurant, notamment par création monétaire, une grande partie du financement de l'économie grâce à des prêts variés tenant compte des besoins des emprunteurs.

**Banque centrale.** Banque située au sommet de la hiérarchie du système bancaire. Elle joue un rôle important dans le processus de création monétaire notamment en émettant des billets et en procédant au refinancement des banques pour pouvoir leur apporter les liquidités nécessaires.

**Banque centrale européenne.** Banque centrale des pays ayant opté pour la monnaie unique, créée par le traité de Maastricht. Située à Francfort, elle a, depuis le 1er janvier 1999, la responsabilité de la création monétaire et de la politique monétaire de la zone euro en toute indépendance.

**Barrières à l'entrée.** Obstacles auxquels se heurtent les entreprises ou qu'elles tentent d'ériger pour se protéger des forces concurrentielles et préserver leur pouvoir de marché.

**Barrières non tarifaires.** Ensemble des procédés non tarifaires visant à limiter les importations.

**Besoins économiques.** Besoins ressentis par les individus et consistant en des besoins fondamentaux liés à la nature humaine (manger, boire, s'habiller, se loger...) et en des besoins sociaux (s'instruire, se distraire, se déplacer...).

**Bien collectif.** Bien utilisé collectivement et gratuitement par les agents économiques.

**Bien économique.** Bien n'existant qu'en quantité limitée (bien rare) et présentant la caractéristique d'être utile à la satisfaction d'un besoin.

**Bien marchand, bien non marchand.** Bien s'échangeant sur un marché (bien marchand) ou n'étant pas vendu sur un marché (bien non marchand).

**Bien matériel, bien immatériel (service).** Bien économique tangible (bien matériel) ou non tangible (bien immatériel).

**Bon du Trésor.** Titre émis par le Trésor public pour assurer un financement à court terme.

**Bourse des valeurs.** Lieu où s'échangent les valeurs mobilières.

**Brevet d'invention.** Titre de propriété industrielle qui confère à son titulaire un monopole exclusif et temporaire d'exploitation de son invention.

**Branche.** Regroupement d'entreprises ou de fractions d'entreprises produisant le même bien ; chaque branche est ainsi constituée par l'ensemble des activités élaborant un produit donné.

**Budget de l'État.** Ensemble des comptes prévisionnels qui décrit pour une année civile toutes les recettes et les dépenses à réaliser par l'État.

**Budget d'un ménage.** État des dépenses de consommation pour une année donnée.

**Bulle spéculative.** Situation où le prix d'un actif financier augmente indépendamment des facteurs dits « fondamentaux » qui déterminent sa valeur « naturelle ».

## C

**Calcul économique.** Ensemble des raisonnements et des outils que propose l'analyse microéconomique pour aider les acteurs économiques à prendre leurs décisions rationnellement.

**Capacité de financement.** Excédent du revenu sur les dépenses.

**Capital.** Facteur de production représenté notamment par des machines, des équipements, des bâtiments et permettant de produire des biens et services.

**Capital humain (Théorie du).** Théorie tendant à expliquer la hiérarchie des salaires par les différences de capital humain qu'offrent les salariés, c'est-à-dire par les différences de leurs aptitudes innées et acquises.

**Capital-risque.** Capital investi en fonds propres des sociétés par des capital-risqueurs qui pensent que les sociétés sélectionnées possèdent de fortes possibilités de croissance (*start-up*).

Ce capital émane de personnes physiques ou morales. Des dispositions fiscales en favorisent le développement.

**Capital social.** Montant des apports en numéraire et en nature réalisés par les associés d'une société, le capital social pouvant être augmenté ou diminué, pour diverses raisons, au cours de la vie sociale.

**Capitalisation boursière.** Valeur d'une entreprise calculée à partir de son cours en Bourse.

**Capitalisme.** Système économique caractérisé par la propriété privée des moyens de production, une régulation assurée par le marché grâce au mécanisme des prix, une importance accordée à l'initiative individuelle et à la recherche du profit.

**Capitaux flottants.** Capitaux monétaires à court terme à la recherche de placements assurant la meilleure rentabilité, quelles que soient la place financière, la devise et la forme de placement retenues.

**Capitaux propres.** Capitaux appartenant aux associés ou aux actionnaires et inscrits au passif du bilan.

**Carré magique.** Représentation graphique des quatre principaux objectifs que l'on fixe aux politiques économiques conjoncturelles : la croissance, le plein-emploi, la stabilité des prix et l'équilibre extérieur.

**Chaîne de valeur.** Ensemble de produits (biens ou services) et de producteurs concourant à la desserte d'un marché (par exemple, l'automobile et tous ses sous-traitants, l'aéronautique...). Ceux-ci sont parfois organisés à l'échelle mondiale sous l'égide d'entreprises meneuses qui gouvernent l'ensemble de la chaîne : elles spécifient directement ou indirectement ce qui doit être produit, où et par qui. Ces entreprises arbitrent constamment entre l'internalisation et l'externalisation de la production et entre l'intégration et la désintégration spatiales (regroupement au même endroit de certains types de production ou au contraire leur éclatement).

**Changements climatiques.** Réchauffement de l'atmosphère terrestre dû à l'augmentation de la concentration de certains gaz absorbant le rayonnement terrestre et retardant ainsi la perte d'énergie vers l'espace. On entend par changements climatiques des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables.

**Change (Opération de).** Opération permettant d'assurer la convertibilité des monnaies entre elles, c'est-à-dire l'échange de monnaies nationales contre des devises étrangères, le taux de conversion d'une monnaie dans une autre étant appelé taux de change ou cours de change.

**Choix économique.** Adoption d'une solution visant à obtenir, à partir des ressources rares dont on dispose, le maximum de satisfaction avec le minimum de coût.

**Chômage.** Situation d'une personne sans emploi, apte au travail, désireuse de travailler et recherchant effectivement un emploi. Le chômage, dont la mesure s'effectue selon différentes approches, peut prendre des formes diverses.

**Chômage classique.** Chômage provenant d'un taux de salaire réel trop élevé et rigide à la baisse, provoquant une insuffisance de la rentabilité des investissements.

**Chômage frictionnel.** Chômage incompressible, de court terme, provoqué par les rigidités et les imperfections du marché du travail.

**Chômage keynésien.** Chômage provenant d'une insuffisance de la demande, en biens de consommation et en biens d'investissement, prévue par les entrepreneurs.

**Chômage technologique.** Chômage dû au développement du progrès technique, conduisant au remplacement du travail par du capital dans la combinaison des facteurs de production et à une évolution dans les demandes de qualification et la nature des postes de travail.

**Circuit économique.** Schéma permettant de réaliser une description synthétique de l'activité économique en mettant en évidence les différents flux qui s'établissent entre les acteurs de la vie économique.

**Classiques.** Économistes libéraux de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup> siècle qui donnent une impulsion décisive à l'analyse des mécanismes de marché, des lois de l'échange international, de la croissance et de la répartition du revenu national.

**Coefficient budgétaire.** Part d'une dépense de consommation d'un produit donné (alimentation, transport...) par rapport à la consommation totale.

**Commerce international (Théories du).** Ensemble des théories visant à expliquer les échanges internationaux de marchandises.

**Compétitivité.** Capacité à faire face à la concurrence et à occuper une position forte sur un marché.

**Comptabilité nationale.** Représentation quantifiée, au sein de comptes et de tableaux, de l'économie tout entière afin de pouvoir décrire l'ensemble des opérations économiques et les mécanismes essentiels de la vie économique nationale.

**Concentration des entreprises.** Processus au cours duquel la production est réalisée par un nombre de plus en plus réduit d'entreprises, celles-ci devenant de plus en plus grandes.

**Concurrence imparfaite.** Structure de marché ne remplissant pas les conditions de la concurrence pure et parfaite.

**Concurrence monopolistique.** Structure de marché comprenant à la fois des éléments de concurrence (grand nombre de vendeurs de produits similaires face à une multitude d'acheteurs) et des éléments de monopole (différenciation du produit).

**Concurrence pure et parfaite.** Structure de marché mettant en présence une multitude d'offreurs et de demandeurs et devant respecter certaines conditions : l'atomicité des offres et des demandes, la fluidité du marché, la transparence du marché, l'homogénéité du produit.

**Consommateur (Calcul économique).** Détermination de l'optimum de consommation par une analyse microéconomique.

**Consommation.** Opération économique consistant en l'utilisation de biens et services pour la satisfaction directe des besoins humains.

**Consommation intermédiaire.** Consommation de biens nécessaires à la production et qui disparaissent totalement dans le processus de production d'autres biens et services soit par transformation et incorporation dans des produits plus élaborés, soit par destruction au cours de l'activité de production.

**Contingentement.** Barrière non tarifaire consistant en une limite annuelle quantitative des importations, celles-ci ne pouvant être réalisées qu'après autorisations légales appelées licences.

**Contrainte extérieure.** Réduction de l'autonomie de l'économie nationale qui se traduit essentiellement par une certaine dépendance des politiques économiques nationales à l'égard de l'étranger.

**Contrôle des prix.** Politique visant à bloquer artificiellement les prix ou à administrer leurs évolutions.

**Convention collective.** Contrat collectif signé entre partenaires sociaux et pouvant avoir pour objet l'ensemble des conditions d'emploi et de travail des salariés ainsi que les garanties sociales susceptibles de leur être accordées.

**Convertibilité.** Opération réalisant l'échange de monnaie nationale contre des devises étrangères.

**Cotisations sociales.** Versements obligatoires effectués par l'employeur et le salarié au profit des administrations de Sécurité sociale et destinés au financement de la couverture des risques sociaux.

**Courbe de Phillips.** Courbe traduisant la relation décroissante entre le taux de variation des salaires nominaux et le taux de chômage qu'a établie empiriquement l'économiste Phillips en 1958 et qui a été élargie à une relation également décroissante entre taux d'inflation et taux de chômage.

**Coût d'opportunité.** Estimation de la valeur des opportunités que l'on abandonne lorsque, décidant d'un certain cours d'action, on renonce à en poursuivre d'autres.

**Création monétaire.** Opération consistant à créer des moyens de paiement. Les banques commerciales jouent un rôle essentiel dans le processus de création monétaire en accordant des crédits par simple jeu d'écriture, en créditant le compte à vue d'un agent économique.

**Crédit.** Opération par laquelle un prêteur (le créancier) remet de la monnaie à un emprunteur (le débiteur) contre l'engagement de ce dernier à effectuer, à une date déterminée, le remboursement de cette somme prêtée avec un intérêt à payer.

**Crise économique.** Contraction profonde et durable de l'activité économique avec notamment un déséquilibre très important entre une offre excessive de biens et de services, et une demande limitée.

**Critères de convergence.** Critères se référant à la situation monétaire et financière, et devant être respectés par les pays membres pour la mise en œuvre effective de l'UEM, avec notamment la création de la monnaie unique.

**Croissance économique.** Augmentation soutenue et durable du niveau d'activité économique.

**Croissance effective.** Notion qui désigne le taux de croissance économique mesuré pour une période donnée. La croissance effective est ainsi une donnée précise obtenue selon les valeurs réelles des niveaux de facteurs de production et de la productivité globale des facteurs.

**Croissance endogène (Théorie de la).** Théorie de la croissance expliquant la croissance des économies selon des facteurs endogènes à son évolution. Dans la croissance endogène, le progrès technique est le facteur clé de la croissance. Le

progrès technique est le résultat de l'activité de recherche d'utilité ou de profits des agents. Il peut se matérialiser dans les hommes qui accumulent du capital humain, dans les investissements en recherche et développement, dans les infrastructures publiques, dans la diffusion des connaissances par le commerce international...

**Croissance potentielle.** Elle mesure le PIB qui peut être durablement réalisé c'est-à-dire sans générer des déséquilibres sur les marchés des biens et du travail. Le PIB potentiel peut être évalué à partir de l'estimation de la production tendancielle ou à partir de l'estimation d'une fonction de production macroéconomique.

**Croissance soutenable (ou développement durable).** Pour Robert Solow, c'est « l'obligation de nous conduire de façon à laisser aux générations futures la possibilité ou l'opportunité d'atteindre le même niveau de bien-être que nous » ; elle pose le problème de la régulation intertemporelle et intergénérationnelle.

**Cycle économique.** Alternance, avec une périodicité et une amplitude relativement régulières, de phases d'expansion et de récession de l'activité économique.

**Cycle de vie (Théorie du).** Étude de l'évolution du revenu, de la consommation, de l'épargne et du patrimoine des individus au cours des différentes périodes de leur vie.

## D

**Décloisonnement.** Processus conduisant à la formation, à partir de tous les marchés de capitaux existants, d'un marché financier global.

**Déficit budgétaire.** Situation se caractérisant au niveau du budget par des dépenses supérieures aux recettes.

**Déflation.** Baisse du niveau général des prix.

**Degré d'ouverture.** Indicateur du commerce international mesurant la dépendance économique d'un pays à l'égard de l'extérieur.

**Demande.** Quantité de biens ou de services qu'un agent économique est disposé à acheter pour un prix donné.

**Demande effective.** Demande, anticipée par les entrepreneurs, qui détermine le niveau d'activité et le volume d'emploi nécessaire, dans le cadre de l'analyse keynésienne.

**Démographie.** Science qui étudie la population humaine au niveau de ses caractéristiques quantitatives et qualitatives, de ses mouvements et de sa structure.

**Dépréciation monétaire.** Perte plus ou moins progressive de la valeur d'une monnaie par rapport à une ou plusieurs devises étrangères. La dépréciation peut aussi, parfois, désigner, au niveau interne, la perte de pouvoir d'achat de la monnaie résultant de la hausse des prix.

**Déréglementation.** Processus conduisant à la suppression des réglementations susceptibles d'entraver la libre circulation des capitaux.

**Désinflation.** Processus de ralentissement de la hausse des prix, le taux d'inflation diminuant tout en restant positif. La désinflation s'est généralisée à l'ensemble des économies développées au début des années 1980.

**Désintermédiation.** Processus se traduisant par un déclin important de l'intermédiation des institutions financières, les capitaux disponibles étant orientés par les marchés vers les agents à besoin de financement.

**Dettes publiques.** La dette publique se distingue du déficit budgétaire au sens où elle résulte de la variation annuelle de ce dernier. Elle correspond à la dette de l'ensemble des administrations publiques entendues au sens de la comptabilité nationale. Son mode de calcul en France a été harmonisé avec celui des autres pays européens, c'est pourquoi on parle de la dette publique au sens de Maastricht par référence aux critères de convergence qui ont permis le passage à l'euro. Si elle est à long terme, on parle de dette consolidée, à court terme, de dette flottante. La dette extérieure est constituée de l'ensemble des engagements pris envers d'autres États ou institutions financières étrangères.

**Déévaluation.** Diminution de la valeur de la monnaie nationale par rapport à l'étalon de référence, dans un système de taux de change fixes.

**Développement.** Processus de transformation des structures économiques, sociales, institutionnelles et culturelles permettant de réaliser une augmentation quantitative du niveau de vie et une amélioration qualitative des conditions de vie, avec notamment une amélioration de l'état de santé et du niveau d'éducation de la population.

**Développement durable.** Développement répondant aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs.

**Développement humain.** Reflet de la qualité de vie des hommes au sein de la société dans laquelle ils évoluent ; il inclut la notion de « bien-être », mais intègre également les critères suivants : qualité de vie, espérance de vie, qualification de la main-d'œuvre, alphabétisation, culture, urbanisation, chômage, pauvreté, alimentation...

**Devise.** Monnaie étrangère par rapport à un pays donné.

**Dividende.** Rémunération perçue par l'actionnaire d'une société anonyme ou d'une société en commandite par actions.

**Division internationale du processus productif (DIPP).** Phénomène qui consiste à décomposer la fabrication des diverses pièces d'un produit dans des pays différents en fonction de leurs avantages comparatifs.

**Division internationale du travail (DIT).** Répartition de la production mondiale de biens et de services, selon les spécialisations des différents pays du monde.

**Dollar.** Monnaie des États-Unis d'Amérique dont le rôle s'est avéré particulièrement important au niveau des échanges monétaires entre pays. La devise américaine constitue sur le plan international à la fois une unité de mesure, une monnaie de règlement, une monnaie de réserve et une monnaie d'intervention sur les marchés des changes.

**Droit à polluer.** Le marché des droits à polluer englobe toutes les transactions par lesquelles certains pays industrialisés achètent des crédits carbone à d'autres, afin de se conformer partiellement au protocole de Kyoto. En réalité ce marché des permis d'émission ne confère aucun « droit à polluer » au sens où il fixe seulement un prix de marché à la pollution en tant qu'une externalité, dotée d'un coût social.

**Droit de douane.** Taxe perçue par l'État sur la valeur de certains produits importés.



**Duopole.** Structure de marché mettant en présence deux offreurs et un très grand nombre de demandeurs.

## E

**Échanges internationaux.** Échanges résultant d'opérations commerciales (exportations et importations) et financières (mouvements de capitaux) effectuées entre des pays différents.

**Échanges intrabranches.** Transaction concernant un échange de produits similaires c'est-à-dire du même secteur (branche) d'activité. On parle aussi d'échanges croisés de produits similaires.

**École de Chicago.** École constituée dans les années soixante à l'université de Chicago, qui réhabilite la théorie quantitative de la monnaie. Encore appelée école monétariste, cette école préconise l'abandon des politiques monétaires de relance jugées inefficaces et inflationnistes ainsi que l'adoption de règles limitant la croissance de la masse monétaire.

**École des choix publics.** École centrée sur l'étude économique des systèmes de décision non marchands ou l'application des méthodes de l'analyse économique à la science politique. Ses recommandations visent à limiter les interventions de l'État et à instituer de nouvelles règles de décision publique.

**Écoles néoclassiques.** Écoles de pensée apparues simultanément dans les années 1870 à Vienne, Lausanne et Cambridge ayant en commun d'être libérales, d'adopter la même théorie de la valeur fondée sur l'utilité marginale et de se donner pour objet l'étude microéconomique du comportement des agents économiques.

**Économie circulaire.** Système économique apte à réintroduire dans le cycle de la production et de la consommation tous les déchets, sous-produits ou objets usés, qui redeviennent alors soit matières premières nouvelles, soit objets réutilisables.

**Économie d'échelle.** Économie de coûts provenant de l'augmentation de la taille de l'entreprise, de son échelle de production.

**Économie d'endettement.** Économie dans laquelle le financement de l'activité économique s'effectue principalement à partir de crédits bancaires.

**Économie de marché.** Économie dans laquelle le marché joue un rôle essentiel pour assurer la régulation du système économique.

**Économie de marchés financiers.** Économie dans laquelle les marchés de capitaux jouent un rôle essentiel dans le financement de l'activité économique.

**Économie de l'offre.** Courant de pensée, notamment représenté par Lucas, et pour lequel il est nécessaire, pour relancer l'économie, de libérer l'offre de toutes les contraintes qui pèsent sur elle.

**Économie des fonctionnalités.** Type d'économie qui consiste à remplacer la notion de vente du bien par celle de la vente de l'usage du bien, ce qui entraîne le découplage de la valeur ajoutée et de la consommation d'énergie et de matières premières.

**Économie mixte.** Économie dans laquelle le secteur privé et le secteur public coexistent en parts relativement équivalentes. Il peut aussi s'agir d'un système

économique visant à la création de sociétés industrielles dont le financement se fait à l'aide de capitaux publics et privés.

**Économie sociale et solidaire.** Ensemble des activités économiques qui, au sein d'une économie de marché, n'ont pas pour finalité de dégager du profit.

**Économie souterraine.** Type d'économie qui comprend des activités non déclarées qui concurrencent les entreprises normales : travail clandestin, activités dissimulées, fraude fiscale... et des activités illicites telles que la prostitution, le commerce de stupéfiants.

**Écotaxe.** Taxes frappant un produit mis à la consommation, en raison de ses nuisances écologiques qu'il est réputé générer. Selon cette définition, l'écotaxe est un instrument fiscal au service de l'environnement, accroissant le prix des produits pour lesquels des substituts économiquement acceptables jugés plus écologiques existent sur le marché. Leur objectif est d'inciter les consommateurs à choisir des produits recyclables et réutilisables, moins polluants.

**Élasticité.** Mesure de la sensibilité de réaction de la demande d'un bien à une variation de prix ou de revenu.

**Emploi.** Exercice d'une activité économique. Les économies contemporaines se caractérisent, depuis les années 70, par le développement d'emplois atypiques.

**Entente.** Accord, plus ou moins formel, entre des entreprises qui sont indépendantes. L'entente est prohibée lorsqu'elle porte atteinte à la concurrence.

**Entreprises.** Acteurs économiques dont l'activité fondamentale réside dans la production de biens et de services marchands non financiers ; les entreprises tirent leurs ressources principales de la vente de leurs produits.

**Entreprises publiques.** Entreprises dotées de la personnalité morale, soumises de façon plus ou moins étroite à la tutelle et au contrôle de l'État, et développant leurs activités dans le domaine industriel et commercial en produisant des biens et des services destinés à la vente. L'État, ou une collectivité publique, est propriétaire de la totalité ou d'une grande partie de leur capital.

**Épargne.** Partie du revenu non consacrée à la consommation.

**Économie souterraine.** Type d'économie qui comprend des activités non déclarées qui concurrencent les entreprises normales : travail clandestin, activités dissimulées, fraude fiscale... et des activités illicites telles que la prostitution, le commerce de stupéfiants.

**Écotaxe.** Taxes frappant un produit mis à la consommation, en raison de ses nuisances écologiques qu'il est réputé générer. Selon cette définition, l'écotaxe est un instrument fiscal au service de l'environnement, accroissant le prix des produits pour lesquels des substituts économiquement acceptables jugés plus écologiques existent sur le marché. Leur objectif est d'inciter les consommateurs à choisir des produits recyclables et réutilisables, moins polluants.

**Économie souterraine.** Type d'économie qui comprend des activités non déclarées qui concurrencent les entreprises normales : travail clandestin, activités dissimulées, fraude fiscale... et des activités illicites telles que la prostitution, le commerce de stupéfiants.

**Écotaxe.** Taxes frappant un produit mis à la consommation, en raison de ses nuisances écologiques qu'il est réputé générer. Selon cette définition, l'écotaxe est un instrument fiscal au service de l'environnement, accroissant le prix des produits pour lesquels des substituts économiquement acceptables jugés plus écologiques existent sur le marché. Leur objectif est d'inciter les consommateurs à choisir des produits recyclables et réutilisables, moins polluants.

**Équation emplois-ressources.** Encore appelée équilibre macroéconomique. Elle permet d'expliquer la manière dont a été utilisé l'essentiel des ressources mises à la disposition du pays. C'est une égalité comptable qui ne signifie pas forcément que l'économie soit équilibrée. Elle s'écrit : Production (P) + Importations (M) = Consommations intermédiaires (CI) + Consommation finale (CF) + Formation brute de capital fixe (FBCF) + Variation des stocks + Exportations (X).

**Équilibre.** État de stabilité d'un phénomène ou d'un système économique.

**Équilibre (Analyse macroéconomique de l').** Situation dans laquelle le revenu national égalise l'offre et la demande globales.

**Équilibre (Analyse microéconomique de l').** Situation que chaque agent recherche et qu'il n'a plus intérêt à modifier une fois qu'il l'a trouvée.

**Équilibre général (walraso-parétien).** Situation où tous les marchés sont simultanément en équilibre. Cette situation est particulièrement étudiée par les économistes néoclassiques.

**État.** Institution politique disposant, pour l'ensemble d'un peuple et dans les limites d'un territoire déterminé, d'une autorité souveraine et des moyens de contrainte légitimes permettant de la faire respecter. Sur le plan économique et social, l'intervention de l'État est rejetée par certains et préconisée par d'autres.

**Euro.** Monnaie officielle des pays participant à l'Union économique et monétaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999. L'euro, qui n'a pu être adopté que par les États membres respectant les critères de convergence, a fait l'objet d'une mise en place progressive, la monnaie unique européenne remplaçant définitivement les monnaies nationales à partir de 2002.

**Exclusion.** Processus qui conduit à la non-intégration de certains individus dans le monde du travail et plus généralement dans la société.

**Exportations.** Ensemble des biens et services sortant de l'économie nationale à destination des pays étrangers.

**Externalités.** Situations dans lesquelles l'acte de consommation ou de production d'un agent influe positivement ou négativement sur l'utilité d'un autre agent, sans que cette interaction transite par le marché, c'est-à-dire par le mécanisme des prix.

## F

**Facteurs de production.** Éléments dont la combinaison contribue à la production.

**Filière de production.** Ensemble d'activités complémentaires et techniquement indépendantes qui contribuent aux différentes étapes de la production des produits, depuis l'amont jusqu'à l'aval.

**Finance directe.** Financement dans le cadre duquel les agents économiques ayant un besoin de financement émettent des titres sur les marchés de capitaux, titres qui sont achetés directement par les agents à capacité de financement désirant placer leur épargne.

**Finance indirecte.** Financement dans le cadre duquel les institutions financières effectuent des opérations de crédit à partir de l'épargne qu'elles ont collectée ou en procédant à une opération de création monétaire lorsqu'il s'agit de banques.

**Financement participatif (*crowdfunding*).** Mécanisme qui permet de collecter les apports financiers - généralement des petits montants - d'un grand nombre de particuliers au moyen d'une plateforme sur internet - en vue de financer un projet. Deux parties sont mises en présence : l'épargnant qui souhaite investir une certaine somme d'argent dans un projet auquel il croit et le porteur de ce projet qui ne possède pas les fonds nécessaires pour le mettre en œuvre. L'un et l'autre se rencontrent sur internet via une plateforme dédiée.

**Firme multinationale.** Entreprise, généralement de grande taille, qui possède ou contrôle plusieurs filiales dans plusieurs pays étrangers.

**Flexibilité.** Capacité d'adaptation à une nouvelle situation. La notion de flexibilité s'oppose à celle de rigidité.

**Flexibilité du travail.** Adaptation dans l'organisation du travail au sein des entreprises visant à apporter plus de souplesse à cette organisation lorsque celle-ci apparaît comme étant trop rigide. La flexibilité du travail peut conduire à une baisse des salaires, à une variabilité des horaires et à des changements dans les conditions de travail.

**Fluctuations.** Irrégularités dans l'évolution de l'activité économique, avec la succession de périodes d'expansion suivies de périodes de dépression.

**Flux.** Mouvement de biens, de monnaie et plus généralement de toute grandeur économique, au cours d'une certaine période, d'un acteur économique à un autre.

**Formation brute de capital fixe.** Acquisition de biens durables (bâtiments, matériels...) devant être utilisés dans le processus de production pour une durée supérieure à un an.

## G

**Gains de productivité.** Un gain de productivité traduit, à quantité de travail ou d'outils de travail inchangée, une amélioration (en qualité ou en quantité) de la production d'une unité ou d'une entreprise.

**Globalisation financière.** Processus conduisant à la mise en place d'un marché unifié des capitaux au niveau mondial.

## H

**Halo autour du chômage.** Personnes qui n'ont pas d'emploi, qui souhaitent travailler, mais qui ne sont pas considérées comme au chômage selon les normes du BIT, car elles ne sont pas disponibles pour travailler dans les deux semaines ou (et) n'ont pas effectué de démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent.

## I

**Importations.** Ensemble des biens et services provenant des pays étrangers à destination de l'économie nationale.

**Impôt.** Prélèvement obligatoire au profit des administrations publiques en vue de pourvoir à leurs dépenses.

**Impôt négatif.** Concept consistant à proposer de remplacer l'ensemble ou une grande partie des allocations spécifiques destinées aux ménages à faibles ressources (allocations familiales, allocations de logement, RMI et éventuellement salaire minimum) par un système unique de barème d'impôt progressif sur le revenu. Ce barème serait conçu pour assurer la répartition selon les souhaits de la collectivité, en prélevant un impôt progressif au-delà du revenu défini comme étant le minimum à assurer, et en faisant bénéficier les ménages situés au-dessous de ce minimum d'un crédit d'impôt (ou d'une rétrocession) augmentant en fonction de l'écart existant entre leur revenu primaire et le revenu minimum.

**Indicateur de développement humain (IDH).** Indicateur de développement utilisé par les organisations internationales tenant compte du revenu moyen, du niveau d'éducation, du niveau de santé et de l'espérance de vie, afin d'apprécier, au niveau quantitatif, le développement d'un pays.

**Indice des prix.** Indice permettant de retracer l'évolution d'ensemble des prix des biens et des services figurant dans la consommation des ménages.

**Inégalités.** Différences de toute nature (économiques, sociales, culturelles) entre individus et groupes sociaux.

**Inflation.** Hausse continue plus ou moins rapide et autoentretendue du niveau général des prix.

**Institutions financières.** Acteurs économiques assurant le financement de l'économie en accordant des crédits ; les institutions financières collectent les disponibilités de certains agents pour les répartir entre d'autres agents économiques, les banques créent de la monnaie.

**Intégration économique.** Processus par lequel se constituent des blocs régionaux, à partir d'économies nationales cloisonnées, dont l'objectif est de réduire ou d'abolir un certain nombre de restrictions au libre commerce des marchandises.

**Intérêt.** Revenu tiré d'un prêt ou d'un placement. Somme que doit l'emprunteur au prêteur en plus du capital, en rémunération du service rendu et du risque encouru.

**Intermédiaires financiers.** Institutions réalisant des opérations de crédit à partir de l'épargne qu'elles ont collectée auprès des agents économiques.

**Intermédiation financière.** Processus par lequel une institution financière accorde des crédits. L'importance de ce processus peut être appréciée, au niveau de l'ensemble de l'économie, par le taux d'intermédiation financière qui mesure la part des crédits accordés par les institutions financières dans l'ensemble des financements de l'économie.

**Interventionnisme.** Politique préconisant une intervention des pouvoirs publics dans la vie économique. Après un développement particulièrement important au lendemain

de la Seconde Guerre mondiale, l'interventionnisme étatique tend à se stabiliser, voire à se réduire dans la plupart des pays dans le cadre, notamment, d'une libéralisation de l'économie.

**Investissement.** Opération économique consistant pour une entreprise à acquérir des biens de production.

**Investissement direct à l'étranger.** Investissement constitué par l'achat, la création ou le contrôle d'entreprises dans un pays étranger.

**Investissement immatériel.** Opération consistant pour une entreprise à effectuer des dépenses de formation, de recherche-développement, d'études de marché, d'acquisitions de logiciels ou de brevets.

**Investissement de portefeuille.** Investissement correspondant à des opérations d'achats et de ventes de valeurs mobilières, entre résidents et non-résidents.

## K

**Keynésianisme.** Ensemble des théories économiques formulées par J. M. Keynes ou ses successeurs, ainsi que des politiques économiques élaborées à partir de ces théories. S'opposant aux néoclassiques sur de nombreux points, la théorie keynésienne montre que l'économie peut connaître une situation d'équilibre durable de sous-emploi et propose des politiques économiques permettant de résorber le chômage.

## L

**Libéralisme.** Doctrine économique s'appuyant sur le principe de la liberté économique dans le choix et l'exercice de la profession ainsi que dans l'établissement des contrats ; l'État doit « laisser faire » les individus et « laisser passer » les produits.

**Libre-échange.** Politique prônant la libre circulation de tous les biens et services entre les pays. Le libre-échange conduit à une suppression de tout obstacle au commerce international.

**Liquidités.** Les liquidités d'une économie sont la somme des moyens de paiement disponibles dans cette économie.

**Liquidité d'un titre.** La liquidité d'un titre évalue la capacité d'absorption d'un ordre d'achat/vente sur une valeur mobilière. Elle permet à un investisseur d'entrer ou de sortir rapidement du marché. Plus un titre est liquide, plus il y a de contrepartie à l'achat et à la vente et donc l'ordre est exécuté rapidement.

**Liquidité bancaire.** Disponibilité des banques commerciales en monnaie « Banque centrale » ou, de façon plus large, possibilité d'obtenir rapidement de la monnaie « Banque centrale ».

**Loi des débouchés.** Loi, appelée aussi « Loi de Say », selon laquelle « les produits s'échangent contre les produits » et « l'offre crée sa propre demande ».

**Loi de Engel.** Loi mise en évidence par le statisticien allemand E. Engel, à partir d'une étude sur les budgets des ouvriers, selon laquelle les dépenses alimentaires progressent moins vite que le revenu. Cette loi a conduit à établir d'autres relations appelées « lois de Engel ».

**Loi de l'offre et de la demande.** Loi selon laquelle, sur tout marché, un mécanisme automatique et spontané égalise les quantités demandées et offertes à travers la fixation d'un prix d'équilibre.

**Loi des proportions de facteurs.** Loi selon laquelle le pays tend à se spécialiser dans la production et l'exportation des biens incorporant de façon intensive les facteurs de production relativement abondants sur le territoire et à importer les produits nécessitant le recours à des facteurs de production relativement rares dans le pays.

**Loi des rendements décroissants.** Dans sa version première, concernant l'activité agricole, loi selon laquelle la production se fait avec des rendements moyens décroissants puisque, les terres étant de moins en moins fertiles, les coûts de production sont croissants. Dans une version généralisée, loi assimilée à celle des rendements marginaux décroissants, dite aussi loi de la productivité marginale décroissante.

## M

**Macroéconomie.** Méthode de la science économique analysant les comportements collectifs et globaux (production à l'échelle de la nation, consommation globale...).

**Main invisible.** Expression imagée, employée par A. Smith, pour désigner le processus naturel par lequel la recherche par chacun de son intérêt personnel concourt à l'intérêt général.

**Marché.** Lieu de rencontre, plus ou moins matérialisé, entre une offre et une demande qui aboutit à la fixation d'un prix d'équilibre ainsi qu'à une quantité échangée.

**Marché des changes.** Marché sur lequel se rencontrent les offres et les demandes de devises étrangères.

**Marché financier.** Marché de capitaux sur lequel s'effectuent les émissions ainsi que les échanges de valeurs mobilières. En permettant de réaliser des transactions de capitaux à long terme, le marché financier contribue directement au financement de l'économie.

**Marché monétaire.** Marché de capitaux à court terme composé d'un marché interbancaire assurant la rencontre des offres et des demandes de liquidité bancaire et d'un marché de titres de créances négociables ouvert à tous les agents économiques.

**Marchéisation (Institutions financières).** Processus se traduisant par une présence de plus en plus forte des banques sur le marché monétaire et le marché financier.

**Masse monétaire.** Volume de monnaie existant au sein d'une économie et qui est mesuré à l'aide d'agrégats monétaires.

**Ménages.** Acteurs économiques composés essentiellement de l'ensemble des personnes physiques titulaires d'un revenu et dont la fonction essentielle est la consommation.

Les ménages tirent leurs ressources de la rémunération qu'ils perçoivent en tant qu'apporteurs de facteurs de production (le travail notamment sous forme de salaires), et de la redistribution de revenus effectuée par les administrations publiques.



**Microéconomie.** Méthode de la science économique analysant les comportements individuels (comportement du consommateur, du producteur...).

**Monnaie.** Bien spécifique permettant à toute personne qui en est titulaire d'acquérir à tout moment n'importe quel bien ou service. La monnaie est constituée par l'ensemble des moyens de paiement dont disposent les agents économiques.

**Monnaie divisionnaire.** Moyen de paiement, constitué par les pièces métalliques, jouant un rôle d'appoint dans les règlements.

**Monnaie fiduciaire.** Monnaie représentée par les billets de banque, la monnaie divisionnaire et la monnaie scripturale.

**Monnaie métallique.** Monnaie prenant la forme de métaux et notamment de métaux dits précieux – l'or et l'argent – qui, en raison de leurs caractéristiques, se sont progressivement imposés comme instruments monétaires.

**Monnaie scripturale.** Forme de monnaie permettant d'effectuer des règlements par de simples jeux d'écriture dans des comptes de dépôts à vue. La monnaie scripturale joue un rôle important dans les opérations de crédit réalisées par les banques.

**Monopole.** Structure de marché mettant en présence un offreur unique face à une multitude de demandeurs.

**Multinationale.** Entreprise dont le siège social est dans un pays mais dont les activités sont exercées dans de nombreux autres pays dans le cadre notamment de filiales.

**Multiplicateur.** Processus par lequel la variation d'une grandeur économique (investissement, exportations...) provoque une variation amplifiée d'une autre grandeur (revenu, par exemple). Le mécanisme du multiplicateur joue un rôle particulièrement important dans l'analyse keynésienne.

**Multiplicateur de crédit (Théorie du).** Théorie permettant d'indiquer la limite de création de monnaie par les banques commerciales, compte tenu d'un excédent de monnaie Banque centrale dont elles disposent.

## N

**Nationalisation.** Opération réalisant un transfert de propriété du capital d'une entreprise privée à l'État.

**Niveau de vie.** Ensemble des biens et des services qu'un agent économique peut se procurer avec son revenu pour satisfaire ses besoins.

## O

**Obligation.** Titre représentatif d'un prêt à long terme consenti à une collectivité émettrice (société anonyme ou État par exemple). Les titulaires d'obligations, ou obligataires, ont la qualité de créanciers vis-à-vis de cette collectivité qui s'engage à les rembourser à une échéance déterminée et à leur verser annuellement un intérêt.

**Offre.** Quantité de biens ou de services qu'un agent économique est disposé à vendre pour un prix donné.

**Oligopole.** Structure de marché mettant en présence quelques vendeurs face à une multitude d'acheteurs.



**Organisation mondiale du commerce (OMC).** Organisation internationale, mise en place en janvier 1995 pour remplacer le GATT, dont la mission est d'organiser des négociations commerciales, de surveiller l'application des accords commerciaux et de régler les différends commerciaux entre États.

## P

**Pauvreté.** Situation d'individus ou de familles dont les ressources sont si faibles qu'ils se trouvent exclus du mode de vie considéré comme acceptable dans le pays où ils vivent.

**Pays émergents.** Pays, situés principalement en Asie, en Amérique latine ou en Europe centrale qui connaissent d'importants taux de croissance de leur production industrielle et de leurs exportations, ainsi qu'un fort développement de leurs marchés boursiers.

**Politique active de l'emploi.** Ensemble des mesures visant à lutter contre le chômage par la relance ou le soutien à l'activité économique.

**Politique d'austérité.** Politique visant à restreindre la demande globale afin de lutter contre les déséquilibres macroéconomiques, en freinant notamment la hausse des prix par une limitation du crédit.

**Politique budgétaire.** Politique s'appuyant sur le budget pour agir sur l'activité économique, notamment au niveau conjoncturel, cette action s'effectuant par l'intermédiaire des recettes fiscales, des dépenses budgétaires et du solde budgétaire.

**Politique de change.** Politique économique visant à agir sur le marché des changes pour modifier le taux de change de la monnaie nationale.

**Politique commerciale.** Volet de la politique économique appliqué dans le cadre du commerce extérieur et pouvant se traduire par la libéralisation des échanges, le contingentement, l'abaissement ou le relèvement des droits de douane, des subventions à l'exportation etc. L'objectif de cette politique est de favoriser les exportations nationales.

**Politique commerciale stratégique.** La politique commerciale stratégique recouvre les interactions stratégiques existant entre gouvernements et firmes oligopolistiques. Elle désigne les activités ou les technologies à privilégier et a pour objectif d'éliminer tout concurrent afin d'accroître sa part de marché et renforcer son pouvoir de monopole.

**Politique conjoncturelle.** C'est l'ensemble des actions adoptées en vue de la régulation de la conjoncture, que ce soit par l'intermédiaire de la politique budgétaire, de la politique monétaire, des revenus etc. On résume ses objectifs par la formule dite du « carré magique » (énoncé par l'économiste Kaldor) : stabilité des prix, plein-emploi, expansion et équilibre extérieur.

**Politique économique.** Ensemble des décisions prises par les pouvoirs publics dans le but d'orienter l'activité économique nationale afin que soient réalisés certains grands objectifs économiques et sociaux.

**Politique fiscale.** Ensemble des mesures gouvernementales en matière de taxation, de dépenses publiques et transferts, conçu pour orienter la demande globale dans la direction désirée.

**Politique industrielle.** Politique économique visant à agir sur les structures mêmes du système productif pour améliorer la compétitivité de l'économie et maintenir des emplois.

**Politique monétaire.** Politique visant à agir sur l'activité économique par l'intermédiaire de la monnaie en circulation et du taux d'intérêt.

**Politique non tarifaire.** Politique visant à limiter les importations de produits étrangers en recourant notamment à des quotas ou à des normes techniques.

**Politique passive de l'emploi.** Ensemble des mesures visant à lutter contre le chômage par des aides accordées aux chômeurs.

**Politique des revenus.** Politique visant à fixer, pour une période donnée, des normes non inflationnistes de progression des revenus nominaux, et assurer une meilleure répartition de la richesse créée.

**Politique tarifaire.** Politique consistant à établir des droits de douane sur les biens importés.

**Population active.** Ensemble des personnes en âge de travailler, ayant ou recherchant une activité rémunérée.

**Pouvoir d'achat.** Quantité de biens et de services qu'une somme d'argent permet d'acheter.

**Prélèvements obligatoires.** Ponctions opérées sur le revenu primaire des agents économiques ; les prélèvements peuvent être effectués par le biais de la fiscalité (budget de l'État) ou prendre la forme de versements de cotisations sociales (organismes de Sécurité sociale) par les agents économiques.

**Prix d'équilibre.** Prix correspondant à la situation d'équilibre sur un marché et obtenu par l'intersection des courbes d'offre et de demande, les quantités offertes étant égales aux quantités demandées.

**Production marchande.** Production qui s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché.

**Production non marchande.** Production ne se vendant pas sur un marché ou s'y vendant à un prix inférieur à la moitié de son coût de production.

**Productivité.** Rapport entre le volume ou la valeur d'une production et la quantité du ou des facteurs de production qui l'ont réalisée. Ce rapport permet de mesurer l'efficacité d'un facteur considéré ou de la combinaison productive.

**Produit dérivé.** Contrat financier basé sur l'évolution du cours d'un actif sous-jacent sans qu'il n'y ait livraison de cet actif à l'échéance.

**Produit intérieur brut (PIB).** Agrégat permettant d'évaluer la valeur des biens et des services produits au niveau d'un pays et calculé en additionnant les valeurs ajoutées par toutes les unités de production présentes sur le territoire national.

**Progrès technique.** Application aux activités économiques des progrès scientifiques conduisant à une amélioration dans les moyens et les méthodes de production et, plus généralement, dans l'organisation du travail, dans la conception et la commercialisation des produits ainsi que dans les structures mêmes de l'économie.

**Protectionnisme.** Politique visant à protéger la production d'un pays contre la concurrence étrangère, notamment à l'aide de droits de douane et de contingentements.

**Protection sociale.** Système collectif de prise en charge d'un certain nombre de risques (maladie, chômage etc.) et de situations économiquement contraignantes (maternité, familles nombreuses, invalidité etc.). Elle peut prendre cinq formes : assurance sociale, protection universelle, obligation patronale, obligation individuelle, assistance sous condition de ressources. Les ressources sont constituées principalement soit par les impôts, soit par les cotisations sociales. Les systèmes les plus développés sont surtout le fait des pays européens.

## Q

**Quota d'émissions.** Proportion ou la part des émissions globales acceptable imposée à un pays ou un groupe de pays dans le cadre d'un maximum d'émissions totales et d'allocations de ressources obligatoires ou d'une évaluation.

## R

**Rareté.** Caractère d'un bien ou d'un service qui est peu abondant par rapport aux besoins éprouvés par les individus.

**Redistribution.** Ensemble des opérations réalisées par l'État, les collectivités locales et les organismes sociaux ayant pour objet de corriger les inégalités dans la répartition des revenus réalisée par les mécanismes du marché.

**Réévaluation.** Augmentation de la valeur de la monnaie nationale par rapport à l'étalon de référence, dans un système de taux de change fixes.

**Refinancement.** Opération consistant pour les banques à céder auprès de la Banque centrale des titres représentant une partie des crédits qu'elles ont antérieurement accordés.

**Répartition primaire.** Répartition du revenu national s'effectuant selon la contribution à la production de chaque apporteur de facteurs de production (travail, capital).

**Reste du Monde.** Ensemble des acteurs économiques « non-résidents » (c'est-à-dire ne résidant pas sur le territoire métropolitain) qui effectuent des opérations (exportations, importations...) avec des acteurs économiques « résidents ».

**Revenu disponible.** Revenu obtenu à partir du revenu primaire auquel ont été retranchés les prélèvements fiscaux et sociaux et auxquels ont été ajoutés les revenus de transfert ; le revenu disponible représente le revenu pouvant être utilisé par les ménages après les opérations de redistribution.

**Revenu primaire.** Revenu versé aux apporteurs de facteurs de production en fonction de leur contribution à la production.

**Revenu de transfert.** Revenu versé aux ménages par l'État, les collectivités locales ou les organismes sociaux pour apporter une aide face à la maladie (remboursements de soins), au chômage (indemnités chômage), à la vieillesse (retraite), à la dimension de la famille (allocations familiales).

## S

**Salaire.** Rémunération versée par un employeur à son salarié en contrepartie du travail fourni.

**Secteur.** Regroupement d'entreprises ayant la même activité principale.

**Sécurité sociale.** Institution officielle regroupant plusieurs organismes de gestion qui ont pour objet de protéger les citoyens contre les conséquences d'événements ou de situations qualifiées de risques sociaux. Elle leur apporte des garanties minimales de prise en charge des conséquences de ces risques sociaux (maladie, maternité, accidents du travail de la vie privée, invalidité...).

**Segmentation du marché du travail.** Thèse selon laquelle le marché du travail se décompose en deux segments cloisonnés : d'une part un marché primaire de travailleurs intégrés, qui permet aux entreprises de se constituer un noyau dur d'actifs ; ce segment est plus ou moins protégé, défendu par les syndicats, et bénéficie d'avantages sociaux destinés à le fidéliser et, d'autre part un marché secondaire, plus précaire, qui permet d'assurer la flexibilité face aux fluctuations conjoncturelles et de diminuer les coûts.

**Solde commercial.** Excédent des exportations sur les importations.

**Sous-développement.** Situation de blocage du développement, ou de retard très important de croissance, pour un pays ou plusieurs pays donnés, résultant de l'absence de conditions favorables à une transformation des structures économiques, sociales, culturelles ou institutionnelles.

**Soutenabilité d'une dette.** La dette est qualifiée de soutenable quand, à terme, elle ne croît pas plus vite que le PIB.

**Stagflation.** Coexistence, au cours d'une période donnée, de l'inflation, d'un ralentissement de l'activité économique et du chômage.

**Subsidiarité (Principe de).** Selon la définition donnée par l'Union européenne, « dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, la Communauté n'intervient, conformément au principe de subsidiarité, que si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être réalisés de manière suffisante par les États membres et peuvent donc, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, être mieux réalisés au niveau communautaire ».

## T

**Taux d'activité.** Actifs au sens du BIT rapportés à la population de la tranche d'âge considérée (âge à la date de l'enquête).

**Taux d'emploi.** Actifs occupés au sens du BIT rapportés à la population de la tranche d'âge considérée (âge à la date de l'enquête).

**Taux de change.** Taux de conversion d'une monnaie dans une autre.

**Taux de chômage.** Rapport entre le nombre de chômeurs et la population active composée des personnes ayant un emploi et des chômeurs.

**Taux d'intérêt.** Rapport entre la rémunération reçue ou versée et la somme prêtée ou empruntée.

**Traité de Maastricht.** Traité signé en 1992 par les pays européens. Au-delà de l'unification économique et monétaire, le traité institue l'Union européenne impliquant l'existence d'une citoyenneté européenne et la mise en œuvre d'une politique étrangère et de sécurité commune.

**Traité de Rome.** Traité signé en 1957 par l'Allemagne fédérale, la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg et constitutif de la Communauté économique européenne.

**Transition démographique.** Passage d'un état démographique caractérisé par des taux de natalité et des taux de mortalité élevés à un état caractérisé par des taux de natalité et de mortalité réduits.

**Transition énergétique.** Passage d'un type d'économie basée sur des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon...), non renouvelables et émettrices de gaz à effet de serre (GES), vers un nouveau mix énergétique basé sur des énergies renouvelables, propres et sûres (énergie hydraulique, solaire, éolienne, géothermique, etc.), et sur une meilleure efficacité énergétique.

**Travail.** Facteur de production auquel recourent les entreprises pour réaliser leur production. Sur un plan plus général, le travail est représenté au niveau d'une économie par la population disponible pour exercer une activité rémunérée.

**Trésor public.** Service financier de l'État chargé de l'exécution des opérations financières de l'État et remplissant également des activités semblables à celles des banques (création de monnaie, octroi de prêts).

## U

**Ubérisation.** Processus par lequel un modèle économique basé sur les technologies digitales entre en concurrence frontale avec les usages de l'économie classique. Ce modèle repose principalement sur la constitution de plates-formes numériques qui mettent en relation directe prestataires et demandeurs, ainsi que sur des applications dédiées qui exploitent la réactivité en temps réel de l'internet mobile.

**Union économique et monétaire (UEM).** Intégration économique et monétaire des pays membres de l'Union européenne, cette intégration se caractérisant notamment par la mise en place du grand marché, la coordination des politiques économiques, la fixité irrévocable des taux de change, la création d'une Banque centrale européenne et l'émission d'une monnaie unique.

## V

**Valeur ajoutée.** Accroissement de valeur réalisée par un agent économique. La valeur ajoutée est égale à la différence entre la valeur des biens et services produits par un agent économique (la production) et la valeur des biens et services acquis auprès d'autres agents économiques et utilisés dans le processus de production (les consommations intermédiaires).

## Z

**Zone de libre-échange.** Ensemble de pays pour lesquels un accord permet une libre circulation des marchandises au niveau de la zone.

**Zone monétaire.** Zone géographique dans laquelle les échanges se règlent, totalement ou partiellement, en une monnaie commune, ne supprimant pas pour autant les monnaies nationales, ou en une monnaie unique.